Or, au siècle dernier chez nous, en quoi a consisté l'apprentissage dans la plupart des cas? On peut dire que les devoirs de l'apprenti chez son maître, encore actuellement, se résument, pendant de longs mois, en courses et en nettoyage, et du métier il n'en est guère question. Dans nombre d'ateliers le jeune homme est exposé à prendre son ouvrage en dégoût au lieu d'acquérir l'esprit de travail; il se heurte quelquefois au mauvais vouloir du patron qui semble voir un concurrent dans le futur ouvrier; il ne possède aucune autre formation intellectuelle que celle qu'il a reçue à l'école élémentaire, et de livres sur son métier il n'en possède aucun. L'apprenti peut être comparé à un simple manoeuvre obligé de se former par lui-même, et il ne reçoit de celui qui l'emploie que juste les indications et les instructions les plus primitives sur les travaux qu'il est appelé à exécuter.

On a fait reproche, en France, aux hommes de 1791, d'avoir supprimé les corporations ouvrières du temps, sans songer à remplacer ce qu'il pouvait y avoir de défectueux dans leur organisation par une organisation meilleure. De la liberté absolue pour l'apprenti il en résultait, paraît-il, de graves abus auxquels on ne tenta de remédier que longtemps après.

Ce même laisser-aller dans notre pays ayant produit de mauvais effets, il importe de remédier à l'abus en donnant au jeune homme l'instruction théorique et pratique qui lui fait défaut et qu'il ne peut acquérir faute d'écoles spéciales.

Le Canada ne peut rester à l'arrière-plan, mais doit imiter l'exemple que lui donnent les autres nations. Avec le déploiement de nos efforts pour coloniser le territoire et attirer les capitaux étrangers, doivent marcher de pair l'accroissement de l'industrie nationale et l'instruction des classes ouvrières.

La province de Québec par la richesse de son sol arable, de ses bois et de ses mines, par ses multiples énergies hydrauliques et ses grandes rivières, occupe dans la Confédération du Canada une position prééminente. Possesseur d'un champ très vaste à exploiter, il lui incombe de donner aux enfants qui se destinent aux métiers l'instruction spéciale que leurs occupations requièrent.

Si, depuis vingt ans surtout, le gouvernement de la province a cru nécessaire de répandre au sein de la classe agricole les enseignements dont elle avait besoin pour cultiver la terre avec méthode et succès, il est urgent de déployer la même énergie dans le champ de l'industrie, afin que l'enfant qui quitte l'école primaire ne soit pas laissé à lui-même, mais qu'il puisse, s'il le désire, apprendre un métier dans les meilleures conditions possibles en recevant de l'Etat, par la fondation d'écoles professionnelles, l'aide à laquelle il lui est légitime de prétendre.

J'ai l'honneur de terminer mes remarques par la publication des tableaux sommaires des statistiques des écoles. (1)

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

BOUCHER DE LA BRUÈRE,

Surintendant.

(1) Nous publierons ces tableaux dans les livraisons de mai et de juin.